

**EFFET DE L'USAGE DE L'ALCOOL
SUR LA SANTÉ**

Question n° 2846—M. Marcoux:

1. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il déjà subventionné ou exécuté des travaux pour étudier le rôle de l'usage de l'alcool dans la production de diverses maladies chez l'homme? Dans l'affirmative, combien ont coûté ces travaux?

2. Le ministère a-t-il subventionné des organismes qui préconisent l'abandon de l'usage de l'alcool? Dans l'affirmative, quels ont été les montants dépensés et à qui ont-ils été octroyés?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Depuis 1948, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a accordé \$101,971 en vertu des subventions nationales pour l'hygiène, afin d'aider les études et recherches sur l'alcoolisme. 2. Le ministère a accordé les subventions suivantes pour études et recherches sur l'alcoolisme: Fondation de recherches sur l'alcoolisme de l'Ontario, \$83,712; Université Queen's, Kingston, \$10,180; Hôpital psychiatrique de Toronto, \$5,079; Université du Manitoba, Winnipeg, \$3,000.

ABUS DE L'ALCOOL, CAUSE DE MALADIES

Question n° 2848—M. Marcoux:

1. Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a-t-il pris connaissance de travaux exécutés de par le monde relatifs à l'étude du rôle de l'alcool dans la production de diverses maladies chez l'homme? Dans l'affirmative, est-ce que ces travaux ont été trouvés «non convaincants»?

2. Le ministère est-il d'avis que l'usage «normal» de l'alcool peut être considéré comme étant sans danger?

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social a pris connaissance des travaux exécutés de par le monde relativement au rôle de l'alcool dans l'apparition et la marche de diverses maladies chez l'homme.

En 1960-1961, le ministère accordait à M. E. M. Jellinek, autorité mondiale en matière d'alcoolisme, une subvention pour ses travaux relatifs à la préparation d'un rapport sur les lois et programmes en matière d'alcoolisme dans les pays d'Europe, intitulés: «Programmes d'État sur l'alcoolisme—Revue des activités dans certains pays étrangers».

***COLLUSION DES FABRICANTS DE PAPIER EN
VUE DE FIXER LES PRIX DE VENTE**

Question n° 2851—M. Orlikow:

1. L'une quelconque des sociétés suivantes: *St. Lawrence Corp. Ltd., The Corrugated Paper Box*

Co. Ltd., Hinde and Dauch Ltd., Hinde and Dauch Boxes Ltd., Acme Paper Products Co. Ltd., Bathurst Power and Paper Co. Ltd., Bathurst Containers Ltd., Bathurst Containers (Maritimes) Ltd., Canadian Wirebound Boxes and Shipping Containers Ltd., Kraft Containers Ltd., Maritime Paper Products Ltd., Gair Co. Canada Ltd., Hendershot Paper Products Ltd., Hygrade Containers Ltd., Martin Paper Products Holdings Ltd., Standard Paper Box Manufacturing Ltd., Superior Box Co. Ltd., qui ont plaidé coupables devant la Cour suprême de l'Ontario, au cours des deux dernières semaines, d'avoir eu recours de 1947 à 1954 à des pratiques illégales de fixation des prix de vente de produits de papier, a-t-elle déjà été accusée? Si oui, quand cette accusation a-t-elle été portée devant le tribunal?

2. L'une quelconque de ces sociétés a-t-elle déjà été condamnée?

3. Quelles étaient les peines infligées à chaque compagnie condamnée avant 1964?

4. Le gouvernement a-t-il pensé à proposer des modifications à la loi relative aux enquêtes sur les coalitions prévoyant une augmentation des peines en cas de récidive?

M. D. S. Macdonald (secrétaire parlementaire du ministre de la Justice): 1, 2 et 3. Les sociétés susnommées ont plaidé coupables à Toronto, le 1^{er} mars 1965 à une accusation portée aux termes de l'alinéa d), paragraphe (1) de l'article 498 du Code criminel, mais trois autres ont nié leur culpabilité. Leur procès se poursuit et le juge de première instance a différé leur sentence jusqu'à ce que le procès des trois sociétés soit terminé et qu'un verdict ait été rendu. Bien que les renseignements demandés soient connus, on estime qu'il ne conviendrait pas de répondre à ces questions au Parlement pendant que la cause est devant les tribunaux.

4. La limite imposée aux amendes pour délits, en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, a été supprimée en 1952. On ne songe donc pas à augmenter les peines en cas de récidives, et toute décision prise à cet égard serait annoncée de la façon habituelle.

**TRAVAUX D'HIVER DANS LA CIRCONSCRIPTION
DE SPRINGFIELD**

Question n° 2856—M. Slogan:

1. Quels travaux d'hiver ont été entrepris dans la circonscription électorale de Springfield, par municipalités, chaque année, à partir de 1957?

2. Combien de jours de travail les travaux en question ont-ils procurés dans chaque cas?

3. Quel était le coût total dans chaque cas et quel montant le gouvernement fédéral a-t-il versé?

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): 1, 2 et 3. Voir tableau ci-joint.